



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Op 1050-Travaux pour la rénovation de la station
universitaire de Besse**














Date et heure limites de réception des offres :

lundi 09 mars 2026 à 12:00

**Cette consultation étant en dématérialisation complète,
la signature électronique de l'acte d'engagement sera demandée
seulement au candidat retenu.**

**Université Clermont Auvergne
49 Boulevard François Mitterrand
CS 60032
63000 CLERMONT-FERRAND**

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Op 1050-Travaux pour la rénovation de la station universitaire de Besse
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	19
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Visite obligatoire

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	5
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Délai de validité des offres.....	6
2.2 - Forme juridique du groupement.....	6
2.3 - Variantes	6
2.4 - Développement durable	6
3 - Les intervenants	7
3.1 - Maîtrise d'œuvre	7
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	7
3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	7
3.4 - Contrôle technique.....	8
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	8
4 - Conditions relatives au contrat	8
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	8
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	8
5 - Contenu du dossier de consultation	8
6 - Présentation des candidatures et des offres	9
6.1 - Documents à produire.....	9
Note environnementale : toute offre rendue sans cette note environnementale sera déclarée irrégulière	10
6.2 - Visites sur site	10
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
7.1 - Transmission électronique	11
7.2 - Transmission sous support papier	12
8 - Examen des candidatures et des offres	12
8.1 - Sélection des candidatures	12
8.2 - Attribution des marchés.....	12
8.3 - Suite à donner à la consultation	13
9 - Renseignements complémentaires.....	13
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	13
9.2 - Procédures de recours	14

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Op 1050-Travaux pour la rénovation de la station universitaire de Besse

Lieu(x) d'exécution :

2 rue du Lavoir
63610 Besse-et-saint-anastaise

La présente opération est soumise à **une clause sociale heures d'insertion** visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des publics qui en sont éloignés.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 19 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Installation de chantier, Démolitions, Gros œuvre/pierres sèches et pierres de taille
02	Désamiantage Déplombage
03	Voiries réseaux divers Terrassements Espaces verts
04	Charpente bois Bardage Bois Traitement
05	Charpente et renforts métalliques
06	Couvertures ardoises et lauzes
07	Couverture zinc Bardage zinc et zinguerie
08	Ravalement de façades et ITE
09	Etanchéité enterrée et accessible
10	Menuiserie extérieure bois
11	Menuiserie extérieure aluminium
12	Serrurerie acier
13	Plâtrerie Peinture Faux plafond Nettoyage Carrelage Faïence
14	Menuiseries intérieures bois Signalétique
15	Sols collés
16	Mobilier de récupération et neuf
17	Electricité CFO et CFA
18	Sanitaires Chauffage Ventilation Equipements de cuisine
19	Ascenseur

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45000000-7	Travaux de construction

Lot(s)	Code principal	Description
01	45223220-4	Travaux de gros œuvre
02	45262660-5	Travaux de désamiantage
03	45112500-0	Travaux de terrassement
03	45112710-5	Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts
04	45261100-5	Travaux de charpente
05	45223210-1	Ossatures métalliques
05	45261100-5	Travaux de charpente
06	45261212-3	Travaux de couverture en ardoises
07	45261213-0	Travaux de couverture métallique
08	45443000-4	Travaux de façade
09	45261420-4	Travaux d'étanchéification
10	45421150-0	Travaux d'installation de menuiseries non métalliques
11	45421000-4	Travaux de menuiserie
12	45223110-0	Installation de structures en métal
13	45410000-4	Travaux de plâtrerie
13	45442100-8	Travaux de peinture
13	45431000-7	Carrelages
13	45421146-9	Mise en place de plafonds suspendus
14	45421150-0	Travaux d'installation de menuiseries non métalliques
15	45432110-8	Travaux de pose de sols
16	39100000-3	Mobilier
16	454210000	Travaux de menuiseries
17	45315300-1	Installations d'alimentation électrique
18	45232460-4	Travaux d'installations sanitaires
18	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
19	45313100-5	Travaux d'installation d'ascenseurs

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Lot(s)	Nomenclature	Libellé
01	BE.01	MACONNERIE, DEMOLITION ET DESAMANTAGE
02	BE.01	MACONNERIE, DEMOLITION ET DESAMANTAGE
03	BE.08	VOIRIE RESEAUX DISTRIBUTION (VRD)
04	BE.02	MENUISERIE, SERRURERIE
05	BE.03	ETANCHEITE, BARDAGE, COUVERTURE ET ZINGUERIE
06	BE.03	ETANCHEITE, BARDAGE, COUVERTURE ET ZINGUERIE
07	BE.03	ETANCHEITE, BARDAGE, COUVERTURE ET ZINGUERIE
08	BE.05	PEINTURES, REVETEMENTS DE SOLS, RAVALEMENT
09	BE.03	ETANCHEITE, BARDAGE, COUVERTURE ET ZINGUERIE
10	BE.02	MENUISERIE, SERRURERIE
11	BE.02	MENUISERIE, SERRURERIE
12	BE.02	MENUISERIE, SERRURERIE
13	BE.04	PLATRERIE, CLOISONS SECHES, FAUX PLAFONDS
14	BE.02	MENUISERIE, SERRURERIE
15	BE.05	PEINTURES, REVETEMENTS DE SOLS, RAVALEMENT
16	BE.02	MENUISERIE, SERRURERIE
17	BE.06	ELECTRICITE SUR INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES BATIMENTS
18	BE.07	CVC, PLOMBERIE ET FLUIDES SPECIAUX
19	BD.23	EQUIPEMENTS MECANIQUES POUR BATIMENTS

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Pour promouvoir l'emploi et renforcer la politique de cohésion sociale et de lutte contre l'exclusion, « le maître d'ouvrage » souhaite faire appel à ses partenaires privilégiés que sont les entreprises qui répondent à ses marchés.

En application de l'article L. 2112-2 du Nouveau Code de la Commande Publique applicable au 1er avril 2019, l'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, est invitée, pour l'exécution du marché, à proposer des actions d'insertion qui permettent l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Afin de vous associer à la démarche sans alourdir la procédure, le service de la Commande Publique a élaboré des annexes spécifiques aux documents contractuels qui vous sont familiers (voir Acte d'engagement et son annexe relative à la clause sociale d'insertion).

Par ailleurs, la Cellule Emploi Grands Chantiers accompagne les entreprises dans la mise en œuvre, le suivi et la gestion de la clause sociale d'insertion.

Cellule Emploi Grands Chantiers
64-66 avenue de l'union soviétique
63000 Clermont-Ferrand

plie@clermontmetropole.eu

Téléphone : 04 73 98 35 79

Yassin BOUMALLASSA, Coordinateur de la clause sociale d'insertion

L'attention du candidat est attirée sur le fait que la démarche d'insertion constitue une modalité d'exécution du marché rendue obligatoire et non un critère de choix des offres (conformément à l'article L2112-2 du Nouveau Code de la Commande Publique applicable au 1er avril 2019).

Le détail des modalités de mise en œuvre de cette clause figure en annexe de l'Acte d'Engagement.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

IN6TU ARCHITECTES
5 Rue François Arago
63360 GERZAT

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

BUREAU DE COORDINATION ARVERNE (BCA)
5 Rue Enrico Fermi
63540 ROMAGNAT

3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par :

FLUIDOME
5 Rue François Arago
63360 GERZAT

3.4 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE Infrastructures et Construction France AICF
1 rue Germaine TILLON
63360 GERZAT

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

APAVE Infrastructures et Construction France AICF
1 rue Germaine TILLON
63360 GERZAT

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Les plans et maquettes
- L'attestation de visite
- Le planning prévisionnel d'exécution
- La charte graphique UCA
- Les cahiers des charges VDI - Contrôle d'accès
- La charte signalétique
- Trame obligatoire du mémoire technique
- Trame obligatoire de la note environnementale
- Le Plan Général de Coordination (PGC)
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT)
- Les Etudes géotechniques
- Les Diagnostics amiante, Plomb et PEMD
- Le Diagnostic structure
- La notice acoustique
- La note d'organisation de chantier
- Diagnostic écologique
- Convention BIM

ATTENTION Le DCE étant trop volumineux, veuillez trouver ci-dessous le lien de téléchargement pour les Pièces Techniques et les Annexes

<https://drive.uca.fr/seafhttp/f/ef76428462aa4798b441/?op=view>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **6** jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature	Nommage document candidature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non	1050-TX-01-NOM ENTREPRISE-DC1
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non	1050-TX-01-NOM RESPECT EMPLOI

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature	Nommage document candidature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non	1050-TX-01-NOM ENTREPRISE-ASSURANCE



Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature	Nommage document candidature
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non	1050-TX-01-NOM ENTREPRISE-REF
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non	1050-TX-01-NOM ENTREPRISE-EFFECTIF

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature	Nommage document offre
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes + RIB	Non	1050-TX-01-NOM ENTREPRISE-AE 1050-TX-01-NOM ENTREPRISE-RIB
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Non	1050-TX-01-NOM ENTREPRISE-CCAP
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Non	1050-TX-01-NOM ENTREPRISE-CCTP
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Non	1050-TX-01-NOM ENTREPRISE-DPGF Sous format Excel et PDF
Un certificat de visite des locaux	Non	1050-TX-01-NOM ENTREPRISE-VISITE
Le mémoire technique qui répondra aux attendus des critères 2 et 3 de l'article 8.2 du présent RC et selon la trame fournie	Non	1050-TX-01-NOM ENTREPRISE-MEMOIRE TECHNIQUE  8 pages maximum
Note environnementale *(critère 4 de l'article 8.2	Non	1050-TX-01-NOM ENTREPRISE-N E  3 pages maximum
Le planning prévisionnel d'exécution remis par les entreprises (s'inscrivant dans le délai global du planning DCE)	Non	1050-TX-01-NOM ENTREPRISE-PLANNING

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Note environnementale : toute offre rendue sans cette note environnementale sera déclarée irrégulière

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est **obligatoire**. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Elles auront lieu le **mardi 24/02/26 à 10h précise** et le **jeudi 26/02/26 à 14h précise**. Le lieu de rendez-vous est **2 rue du Lavoir Besse et Saint Anastaise**. Merci de signaler via la plateforme PLACE le créneau de visite retenu. Un certificat de visite sera remis à son issue.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Université Clermont Auvergne - DPIE
34 avenue Carnot
63000 Clermont-Ferrand

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

La DPGF est à rendre au format .XLS et .PDF. Toute DPGF rendue seulement sous le format .PDF sera pénalisée lors de l'analyse. Pour le reste des fichiers, ils devront être transmis dans des formats largement disponibles.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

1050-TX-01-NOM ENTREPRISE-NOM DU DOCUMENT

Les noms de fichiers doivent rester aussi courts que possibles, respecter les indications de nommage nommé dans les différents tableaux des pièces demandées, ne pas être accentués, ne pas contenir de caractères spéciaux. Chaque document sera remis distinctement (pas de création d'un document .pdf qui regrouperait l'ensemble des documents demandés).

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans **un délai maximum de 5 jours**.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Méthode et moyens mis en œuvre en termes d'installations de chantier et de livraisons (approvisionnement, commandes anticipées...)	15.0
3-Organisation, méthode et moyens mis en œuvre en termes d'encadrement des personnels, Moyens mis en œuvre pour respecter le planning, Effectifs envisagés et qualification des personnels pour cette intervention La méthodologie des recollements des maquettes BIM par rapport à la construction réelle et la méthodologie des modélisations des maquettes BIM DOE", seulement pour les lots 01, 03, 04, 17 et 18.	30.0
4-Note environnementale. - ITEM 1 Prise en compte des caractéristiques environnementales spécifiques du site où se déroulera le chantier (5) - ITEM 2 Le mode opératoire de collecte individuelle et de gestion de ses propres déchets (5) - ITEM 3 Les modalités de sensibilisation des personnels au tri des déchets (2) - ITEM 4 L'optimisation des déplacements (2) - ITEM 5 La dématérialisation des documents (1)	15.0

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Mode d'emploi de la pondération :

Le classement des offres sera réalisé au plus fort point constitué de la somme pondérée des notes des critères.

Les offres seront notées sur 100 points, par addition des notes obtenues pour chacun des critères. La notation sera arrondie à la décimale supérieure.

Chaque critère est noté à hauteur de sa pondération. Par exemple, si un critère est pondéré à 30 %, La note maximale de ce critère sera donc de 30 points, et ainsi de suite pour les autres critères.

Critère 1 Prix de la prestation

Les offres seront évaluées en prenant en compte la somme des montants des parties techniques.

L'offre la moins chère recevra 40 points. Les autres offres, plus chères par définition, recevront une note égale à : $40 \times (\text{Offre la moins chère} / \text{Offre analysée})$.

Critères 2 à 4 :

Chaque offre est évaluée de 0 à 5 à partir des modalités de notation définies ci-dessous. L'offre ayant obtenue l'évaluation la plus élevée aura la note maximale sur ce critère.

Exemple : si le critère considéré est pondéré à 20%, l'offre ayant obtenu l'évaluation la plus élevée reçoit 20 points ; les autres solutions reçoivent une note égale à : $20 \times (\text{Evaluation du candidat analysé} / \text{Evaluation maximale})$

Les modalités de notation sont les suivantes :

Chaque critère qualitatif fait l'objet d'une évaluation de 0 à 5 appréciée comme suit :

- 0 : Proposition absente ou insuffisante ou parcellaire, complète incompréhension ou informations hors sujet
- 1 : proposition inadaptée ou généraliste,
- 2 : proposition peu satisfaisante, présence de nombreuses observations,
- 3 : proposition acceptable, présence d'observations,
- 4 : proposition cohérente,
- 5 : propositions très satisfaisante et entièrement adaptée au projet.

La notation tiendra compte de la lisibilité, la clarté des productions du candidat et du respect de la trame du mémoire technique.

La notation peut comprendre l'ajout ou le retrait de demi-point.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres reçues, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager une négociation avec tous les candidats ayant remis une offre recevable. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre. Ces éventuelles négociations seront effectuées dans des conditions de stricte égalité.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard **10 jours calendaires avant la date limite de remise des plis.**

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des plis.**

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Clermont Ferrand
6 Cours Sablon
CS 90129
63033 CLERMONT FERRAND

Tél : 04 73 14 61 00
Télécopie : 04 73 14 61 22
Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr